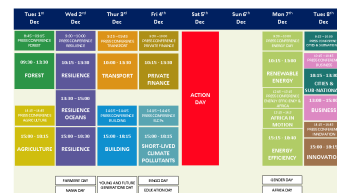
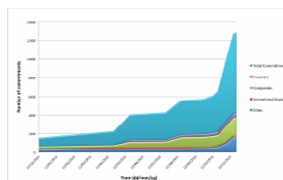
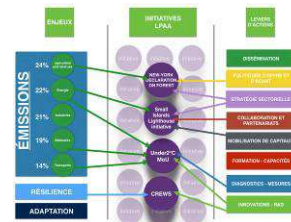
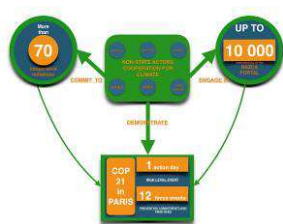


VILLES, RÉGIONS, SOCIÉTÉS, INVESTISSEURS,
FONDACTIONS, UNIVERSITÉS, ... ENGAGÉS POUR
UNE ACTION CLIMATIQUE

PLAN D'ACTION LIMA PARIS

PRÉSENTATION PRESSE





L'« Alliance de Paris pour le climat » regroupe quatre volets : un accord juridique universel, les contributions nationales (INDCs - intended nationally determined contributions) des États, la finance et la technologie, et l'Agenda des solutions, qui concerne l'engagement des acteurs non étatiques. L'idée qui sous-tend ce quatrième pilier et l'Agenda des solutions est simple : l'engagement des gouvernements est essentiel, mais ceux-ci ne peuvent pas être les seuls à agir. Les douze événements thématiques du LPAA qui se dérouleront au Bourget visent à renforcer et à orienter cette dynamique.

S'il est de la responsabilité des responsables politiques de créer le cadre juridique permettant de combattre le changement climatique, c'est toute la société qui sera chargée de son implémentation et de sa surveillance. Il est donc primordial que la société civile s'implique dans le processus d'élaboration et d'implémentation des politiques climatiques.

Je suis profondément convaincu que la COP21 marque un pas supplémentaire dans cette direction. La reconnaissance du rôle des acteurs non étatiques s'accroît dans le cadre du processus formel, et nous ne pouvons que nous en réjouir.

Le principe de solidarité a été renforcé par cette négociation. Avec le LPAA, nous proposons une nouvelle façon de partager des idées, des solutions et des outils, à savoir l'appui de celui qui a essayé à celui qui se lance.

La coopération entre les pays et d'autres acteurs doit être renforcée. Nous devons amplifier ce mouvement en permanence. Cela relève de la responsabilité de la Présidence française de la COP21 pour 2016, comme de celle des présidences entrantes. Nous devons tous agir, individuellement et collectivement à long terme. La COP21 n'est pas une fin, c'est un début.

Laurent FABIUS
Ministre des Affaires étrangères
et du Développement international



L'objectif de la CCNUCC est la « stabilisation des concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau empêchant toute interférence anthropique avec le système climatique ». La Convention et l'accord qui sera passé à Paris lors de la COP21 sont des accords entre les pays. Cependant, en vertu de ceux-ci, l'ensemble de la société, y compris les gouvernements locaux et nationaux, le secteur privé et la société civile, devront prendre les mesures nécessaires pour réduire les émissions et accroître la résilience aux impacts du changement climatique.

Un accord mondial sur le climat est essentiel. Il enverra un signal aux citoyens, aux marchés et au secteur public selon lequel le fait d'investir dans l'action climatique constitue une initiative judicieuse et essentielle. De nombreuses entreprises comprennent déjà ce message et agissent rapidement pour réduire leurs émissions et pour décarboner leurs exploitations. Ce faisant, ils constatent également les bienfaits de l'action climatique sur leur résultat net.

L'année dernière, j'ai animé un Sommet sur le climat à New York pour promouvoir le double objectif d'accroître l'ambition de parvenir à un accord universel significatif et de mobiliser l'action climatique des gouvernements, du monde des affaires et de la société civile. Il en a résulté une multitude d'initiatives nouvelles prises par des organisations et des entreprises qui ne s'étaient jusque-là pas montrées particulièrement actives face au problème du changement climatique. Lors du Sommet sur le climat, nous avons entendu des promesses du secteur financier de décarboner des actifs de plus de 200 milliards US\$, des initiatives visant à bâtir des réseaux d'énergie verte en Afrique et l'engagement d'un Pacte des maires (Compact of Mayors) à bâtir des villes plus vivables et résilientes au climat. La Déclaration de New York sur les forêts, une promesse de réduire la déforestation de moitié d'ici à 2020 et de s'efforcer d'y mettre fin d'ici à 2030, a été signée par des représentants du monde des affaires et de la société civile, et de nouvelles initiatives ont été lancées pour réduire les émissions et accroître la résilience climatique dans l'agriculture et les transports.

Le rythme de l'action climatique s'accélère, à mesure que davantage de gens, d'entreprises, de communautés et de gouvernements voient et ressentent les impacts du changement climatique. Davantage de gens reconnaissent que l'action climatique leur offre l'occasion d'améliorer les choses (rénovation, dynamisation et innovation) tandis qu'ils évoluent vers une économie faible en carbone. Pour conserver et accélérer cette dynamique, le LPAA a été mis en place lors de la Conférence sur le changement climatique de Lima tenue en 2014. À Paris, bien d'autres engagements seront pris à travers ce cadre, montrant au monde que l'avenir réside dans une action climatique décisive.

L'agenda de l'action climatique aura des impacts au-delà du changement climatique. Il fait partie intégrante de la réalisation des Objectifs de développement durable unanimement adoptés par les leaders mondiaux en septembre. L'action sur le changement climatique nous aidera à atteindre ces Objectifs, qui nous aideront à mettre fin à la pauvreté et à bâtir des économies plus fortes ainsi que des sociétés plus sûres, plus saines et plus vivables partout. Je compte sur les gouvernements, les entreprises et les citoyens pour qu'ils œuvrent partout à un avenir viable faible en carbone.

Ban Ki Moon
Secrétaire Général des Nations Unies



Le LPAA (Lima to Paris Action Agenda) constitue une démonstration essentielle de la réalité du monde contemporain, à savoir que pour catalyser et fournir une action qui induise réellement des transformations, il est impératif que chacun y mette du sien.

À mesure que les gouvernements du monde progressent dans l'élaboration du nouvel accord universel sur le changement climatique, ils ont besoin de savoir que l'action climatique du monde des affaires, des investisseurs, des régions et des villes donne lieu à une formidable lame de fond d'action climatique qui s'inscrira dans la trajectoire mise en place par Paris.

Le monde a besoin d'un modèle de croissance qui soit sûr, durable et bénéfique pour tous. La COP 21 vise à offrir une voie clairement jalonnée d'objectifs à court et à long terme, et un système permettant de progresser au fil du temps jusqu'à ce que nous touchions au but. L'Accord de Paris constitue un socle nécessaire et urgent pour un avenir viable. Les différentes manifestations du LPAA tenues à Paris, parallèlement aux engagements énoncés sur le portail NAZCA, démontrent que les contributions nécessaires pour réussir à Paris viendront à la fois des gouvernements nationaux travaillant de concert entre eux et de ceux qui ne participent pas au processus formel.

Ces acteurs non étatiques agissent individuellement et se joignent à des initiatives internationales individuelles parce qu'ils comprennent que cela va dans l'intérêt de tous. Les manifestations du LPAA tenues à la COP 21 présenteront l'action déjà entreprise, feront des annonces nouvelles tournées vers l'avenir et inciteront ces parties prenantes à se montrer dorénavant plus entreprenantes, tout en instillant une confiance essentielle dans les discussions sur le climat tenues en ce moment historique.

Christiana FIGUERES
Secrétaire Exécutif de la Convention cadre
des NU sur les changements climatiques
(CCNUCC)



L'Agenda des solutions Lima-Paris nous offre une occasion de nous engager pour mobiliser une action et de montrer notre responsabilité vis-à-vis du climat.

Il constitue une plate-forme destinée à articuler ce que font les gens, les communautés, les villes, les entreprises, les peuples indigènes, la société civile et le secteur des affaires. Il permet d'articuler et de démultiplier les effets de nos actions et nos initiatives coopératives.

Le LPAA a ouvert un dialogue qui a transformé notre comportement habituel passé. Nous étions axés sur des discussions portant sur le climat tenues entre acteurs étatiques, mais avec le LPAA, nous encourageons désormais le dialogue entre acteurs étatiques et non étatiques.

Nous avons accru la portée de la sensibilisation et soulevons des questions qui étaient occultées, tout en leur conférant davantage de pertinence. Grâce au LPAA, nous ouvrons des discussions sur des questions telles que la forêt et la résilience, ainsi que les villes durables, les océans et l'énergie, entre autres. Il constitue une façon d'augmenter la pertinence de ces sujets, en catalysant par la suite ces programmes de façon articulée.

Il repose sur la légitimité. S'écartant des conclusions du Sommet sur le climat de New York tenu en septembre 2014, les gouvernements du Pérou et de la France, le Secrétaire Général des NU et le Secrétariat de la CCNUCC ont décidé d'organiser la Journée d'action au cours de la COP20/CMP10. À l'issue de la COP20/CMP10, ce quartet a décidé de lancer l'Agenda des solutions (LPAA - Lima-Paris Action Agenda). C'est pourquoi son ADN est empreint d'une triple légitimité : celle des deux pays hôtes de la COP20 et la COP21, celle du Secrétaire Général des NU et du Secrétariat de la CCNUCC, et celle des différents acteurs impliqués. Nous sommes certains que, grâce aux efforts que nous avons consentis l'année dernière, il a également la légitimité de tous les pays et que nous bénéficierons du soutien de l'hôte de la COP22/CMP12 au Maroc.

Manuel PULGAR VIDAL
Ministre de l'Environnement
PÉROU



Du 1er au 8 décembre 2015, à l'occasion de la COP21, au Bourget, douze réunions thématiques donneront corps au Plan d'actions de Lima à Paris (Lima-Paris Action Agenda), dispositif conjointement porté par les Présidences péruvienne et française, le Secrétariat général des Nations unies et le secrétariat de la CCNUCC. Cette séquence aura pour point d'orgue la journée de l'action (Action Day), le 5 décembre, au cours de laquelle les grands enjeux de la transformation vers des économies décarbonées et faiblement émettrices de gaz à effet de serre seront discutés.

Avec cet agenda de l'action, il s'agit d'aller au-delà des cadres institutionnels traditionnels, de stimuler l'implication des acteurs étatiques et non étatiques, dès aujourd'hui et dans la durée. Les gouvernements, les villes, les régions, les organisations internationales, la société civile dans son entier sont ainsi appelés à agir concrètement. Car le défi du changement climatique nous concerne tous, collectivement et individuellement. C'est donc aussi un défi démocratique majeur. Par conséquent, ce changement ne peut s'accomplir de façon harmonieuse et efficace que si chacun se sent partie prenante et se mobilise.

Ce dossier de presse témoigne de la richesse et de la vitalité des sociétés. Les engagements pris sur la plate-forme NAZCA, les travaux menés dans de très nombreux territoires, par de très nombreux acteurs, la coopération solidaire entre États et les gouvernements, apportent des réponses opérationnelles et probantes aux défis du changement climatique. Notre ambition est de faire connaître ces démarches et ces réalisations pour encourager leur diffusion, mutualiser et généraliser les meilleures pratiques. Elles prouvent qu'un autre modèle (de développement, de société et au bout du compte de civilisation) est aujourd'hui possible et qu'il s'invente d'ores et déjà sur le terrain. Elles démontrent que la transition vers un monde résilient et bas carbone n'est pas un fardeau mais une opportunité, qu'elle est largement engagée, inévitable et, heureusement, irréversible.

La portée de cette dynamique excède le temps des négociations officielles et, si elle pousse à conclure un accord ambitieux, elle est destinée à s'amplifier au-delà du Sommet de Paris.

Ségolène ROYAL
Ministre de l'Écologie,
du Développement durable et de l'Énergie

PRINCIPAUX RÉSULTATS

CHIFFRES CLÉS

- **75 grandes initiatives coopératives internationales et multi acteurs pour le climat**, couvrant les thèmes clés de l'action :
 - ⇒ résilience (11 initiatives),
 - ⇒ transports moins polluants (11),
 - ⇒ développement des renouvelables (9),
 - ⇒ amélioration de l'efficacité énergétique (8),
 - ⇒ protection des forêts (6),
 - ⇒ action des collectivités locales (6),
 - ⇒ entreprises et innovation (7),
 - ⇒ agriculture (5),
 - ⇒ mobilisation de financements (5),
 - ⇒ bâtiments respectueux du climat (3),
 - ⇒ polluants climatiques à courte durée de vie (4)
- **Plus de 10,000 participations** (cumulées) à ces initiatives coopératives, impliquant États et acteurs non étatiques **de 180 pays**.
- **6,914 engagements individuels sur la plateforme NAZCA** pris par 2,255 villes, 150 régions, 2,025 entreprises et 424 investisseurs.
- **1 milliard d'habitants**: population des villes et régions engagés sur NAZCA.
- **Plusieurs centaines de milliards de dollars réorientés climat** : décarbonisation de portefeuilles, désinvestissement des fossiles, investissements dans les renouvelables etc.
- **25% des plus grandes entreprises mondiales** engagées climat

QU'EST-CE QUE L'AGENDA DE L'ACTION LIMA - PARIS ?

2015 est une année essentielle pour le changement climatique. La France accueillera et présidera la 21^e Session de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, la COP 21, qui se tiendra à Paris du 30 novembre au 11 décembre. Lors de la COP 21, il est prévu que les gouvernements parviennent à un nouvel accord international sur les changements climatiques visant à empêcher les températures mondiales d'augmenter de plus de 1.5 °/2 °C avant la fin du siècle. **L'atteinte de cet objectif passe par une réaction véritablement mondiale des gouvernements, des villes, des entreprises, des investisseurs et de la société civile dans leur ensemble.** D'ores et déjà, des acteurs étatiques et non étatiques ont réagi de façon inédite en s'engageant en faveur d'une action climatique présente et future qui soit plus ambitieuse. Pour souligner cette action et la présenter comme un facteur essentiel de succès dans l'application du nouvel accord sur les changements climatiques de Paris, la COP 21 proposera tout un ensemble de manifestations axées sur l'action, faisant intervenir des acteurs non étatiques pendant plusieurs jours dans le cadre de l'Agenda des solutions.

Ces acteurs non étatiques – ONG, gouvernements locaux des villes et régions, centres de recherche, fondations, entreprises et investisseurs – détiennent tous une partie de la solution face au réchauffement et aux perturbations climatiques. Le LPAA (Lima-Paris Action Agenda) est une initiative des gouvernements de la France et du Pérou, du Secrétaire Général des Nations Unies et du Secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques pour développer ces engagements individuels et collectifs essentiels qui, sur le long terme et dans l'immédiat, joueront un rôle dans la réduction rapide des émissions de gaz à effet de serre et mèneront la communauté mondiale vers un futur durable et résilient au dérèglement climatique.

L'Agenda des solutions montrera que cette transition nécessaire vers un développement économique et social résilient et faible en carbone est déjà en marche et que son accélération est à la fois urgente et réalisable.

UN AGENDA DES SOLUTIONS QUI TRANSFORMERA NOS SOCIÉTÉS

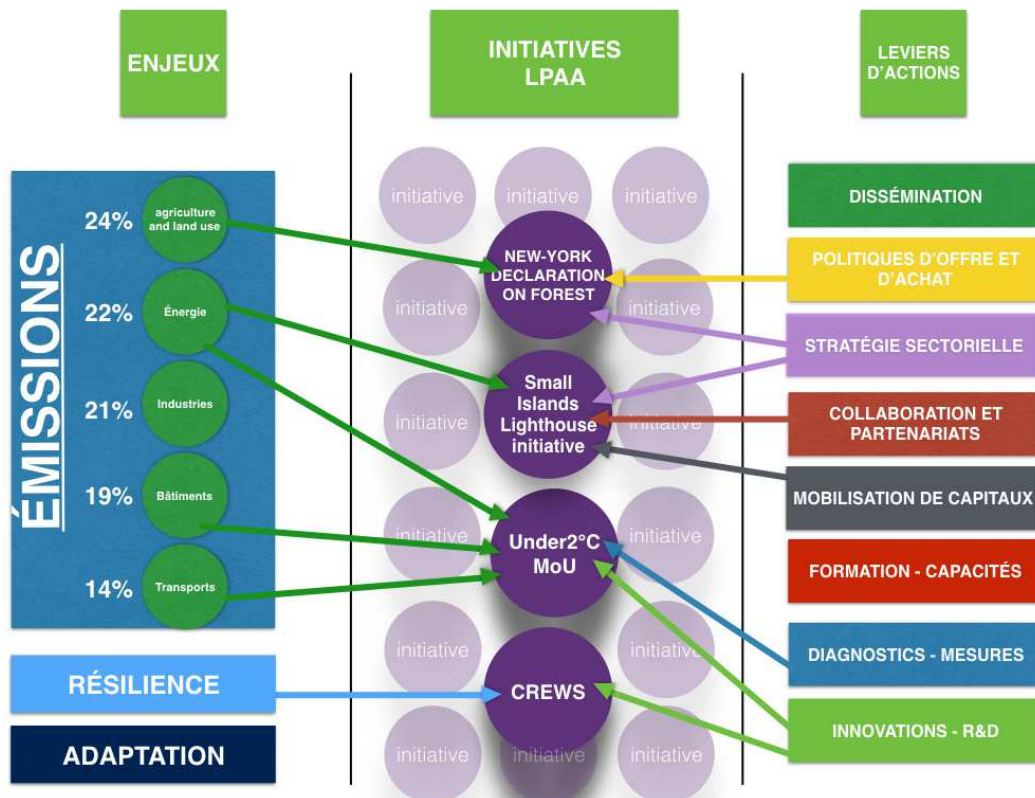
Les objectifs principaux du LPAA sont les suivants :

- présenter, dans chacune des zones à fortes émissions, les mesures clés à prendre pour ne pas atteindre le plafond de 1,5/2 °C et pour mettre en exergue les questions essentielles sur la résilience et les façons de progresser.
- démontrer, grâce aux engagements individuels et coopératifs d'acteurs non étatiques, qu'un nombre important d'acteurs de premier plan sont déjà résolus à suivre cette trajectoire.
- encourager les autres à adopter le même parcours essentiel car cela va dans le sens de leur intérêt.

LE LPAA : DES ENGAGEMENTS INDIVIDUELS ET COLLECTIFS EN FAVEUR DE L'ACTION CLIMATIQUE

Ces engagements revêtent deux formes : des **engagements individuels** – des villes, investisseurs, entreprises, etc., qui concernent leur propre périmètre et leur responsabilité directe, et de **larges initiatives coopératives internationales** regroupant divers acteurs autour d'un objectif commun, pour rechercher et déployer des solutions clés, de nature financière, technologique ou politique, contre les perturbations climatiques. Ces vastes initiatives du LPAA présentent un réel potentiel de transformation, car elles permettent de modifier les pratiques des acteurs et d'aligner des partenaires essentiels sur les objectifs stratégiques en matière de climat et de développement. **Chaque initiative coopérative est spécifique**, croisant les questions d'émissions/d'adaptation/de résilience avec des approches et des moyens proposés par des acteurs non étatiques (ou collaborant avec des États pour certaines des initiatives).

En voici 4 exemples :

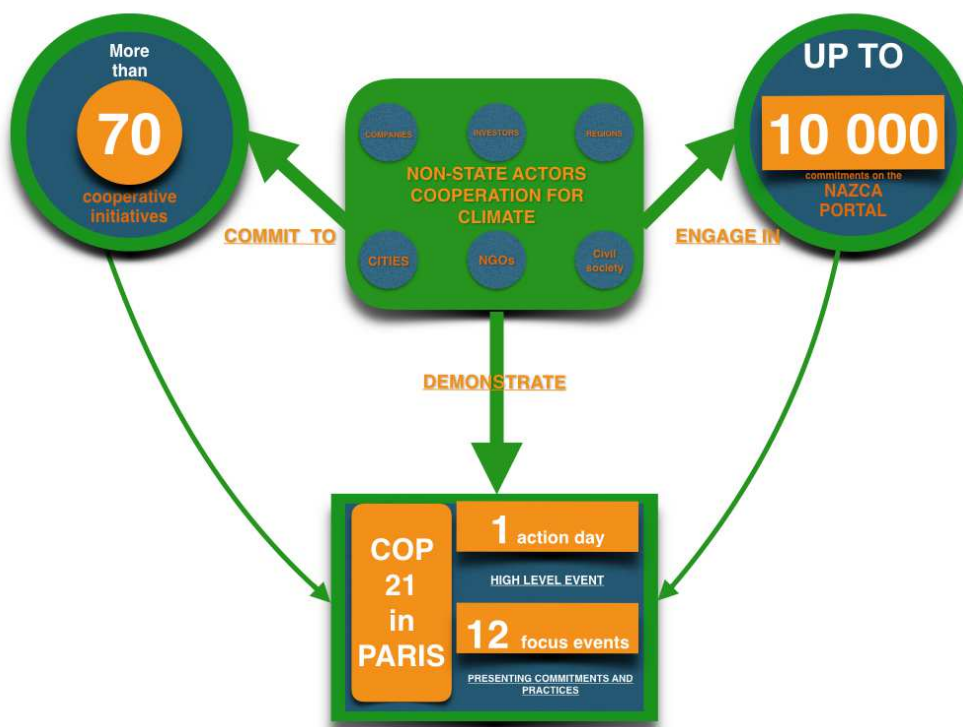


QUELS SONT LES RÉSULTATS OBTENUS JUSQU'ICI ?

RÉSULTATS : UNE MOBILISATION MASSIVE ILLUSTRANT LA TRANSITION EN COURS

Pour accélérer la mobilisation initiée notamment lors du sommet de New York en septembre 2014, les partenaires du LPAA ont œuvré avec des réseaux d'acteurs non étatiques, des organisations multilatérales et internationales, des acteurs non étatiques à titre individuel et des gouvernements. L'objectif fondamental était d'encourager une mobilisation et des engagements dans chaque secteur clé pour réduire les émissions de GES et améliorer les écosystèmes et la résilience de la population.

Le Sommet de Paris sur les entreprises, le Sommet mondial de Lyon sur le climat et les territoires, la Conférence de Stockholm sur l'eau, le Sommet Cool Earth du Japon et les conférences sur l'énergie d'Abu Dhabi, de Vienne et du Cap, notamment, ont permis, sur l'ensemble de l'année 2015, la mobilisation et l'émergence de coalitions. De même, le Technical Expert Meeting, regroupant des ateliers d'experts sur des questions sectorielles organisés par la CCNUCC a cerné les besoins spécifiques des pays, en particulier des pays en développement. Le LPAA a renforcé cette dynamique et a stimulé leur transformation en actions concrètes : plus de 70 initiatives coopératives et jusqu'à 10 000 engagements individuels seront présentés durant 12+1 événements pendant la COP :



LES INITIATIVES LANCÉES À NEW YORK TIENNENT LEURS PROMESSES

Les coalitions annoncées au cours du Sommet de New York de septembre 2014 ont montré leur capacité à tenir leurs engagements, et nombre d'entre elles sont plus robustes et mieux structurées un an plus tard. La plupart d'entre elles présentent déjà des résultats sur le terrain.

La Déclaration de New York sur les forêts a fédéré plus de 170 signataires (États, communautés indigènes, multinationales, ONG, régions...). Grâce aux quatre initiatives associées, ces signataires excluent désormais la déforestation de leur chaîne d'approvisionnement (*Engagements pour la suppression de la déforestation liée aux approvisionnements en matières premières* ou *Déforestation Zéro*) ou contribuent à la restauration de quelques millions d'hectares de forêts (*Landscape Restoration Initiative*).

Les coalitions en faveur de l'énergie renouvelable s'accélèrent et se renforcent. De plus en plus de petites îles visent à parvenir à l'autonomie énergétique (les *SIDs Initiatives*) ; l'*African Corridor for a Clean Energy* (Couloir africain d'énergie propre) présentera ses premiers projets ouverts au financement et sera reproduit en Afrique occidentale ; l'objectif de la *Global Geothermal Alliance* consistant à multiplier par cinq la capacité géothermique d'ici à 2030 a reçu de nombreux soutiens depuis New-York, et l'initiative sera lancée à Paris ; la coalition « RE100 » a pratiquement triplé le nombre de sociétés engagées à s'approvisionner en énergie électrique 100% renouvelable.

L'efficacité énergétique s'est imposée comme la principale source potentielle de réduction des émissions en articulant volonté des acteurs non étatiques et normes réglementaires. *En.lighten* et le *Global Lighting Challenge* du Clean Energy Ministerial regroupent des pays déterminés à supprimer progressivement les lampes à incandescence et à accélérer la diffusion des LED. Dozens of gouvernements (contre 25 en 2014) s'engagent à doubler l'efficacité de leur parc de véhicules. Le secteur financier s'engage aussi sur ce terrain, soutenu par les travaux du G20 : pendant la COP, des banques commerciales et des investisseurs présenteront leurs engagements à renforcer leurs pratiques de financement de l'efficacité énergétique (*Déclaration des investisseurs EE*) ainsi que les sommes qu'ils prévoient d'affecter (*Low Carbon Registry*).

La sphère financière suit un triple mouvement : mesure du poids carbone de ses portefeuilles (*Montreal Pledge*) pour les décarboner progressivement (*Decarbonisation Coalition*) ; **investissement de sommes croissantes dans des projets pro-climat** (*L'investissement dans les actifs bas carbone, l'Investissement à prise de risque intelligente* présente des engagements dont le montant a triplé depuis New-York). Soutenu par la société civile, des fondations, des universités et des villes, le *Divest-Invest Global Movement* rassemble plus de 400 organisations et des milliers de particuliers, représentant 2 700 milliards \$ d'actifs, qui **retirent leurs investissements des combustibles fossiles**.

ACTEURS DECISIFS : LES VILLES, RÉGIONS ET ENTREPRISES SE MOBILISENT MASSIVEMENT

Le niveau décisif des villes et régions, acteurs clés de la transition. Les autorités locales ont fortement accru leur implication au sein de l'Agenda des solutions (plus de 6 000 collectivités, dont 2.225 déjà enregistrées sur NAZCA), en particulier lors du Sommet de Lyon tenu en juillet 2015. Cette dynamique gagne progressivement tous les continents.



Les villes s'engageant en faveur du climat sur le portail NAZCA (<http://climateaction.unfccc.int/cities>)

À la fois individuellement et à travers leurs réseaux, les pouvoirs locaux déploient désormais plusieurs niveaux d'engagement : trajectoires 2 °C (*Under 2 MOU*) ou neutralité en 2050 (*Compact of Regions*, *Neutrality Alliance*), adoption d'objectifs quantifiés (*Compact of Mayors*) couplés à des plans d'action spécifiques (6 000 localités de la *Convention des maires*). Des coalitions agissent également directement sur les outils et méthodes : systèmes d'énergie locaux, achat de bus propres (22 villes et 40 000 bus en 2020).

L'engagement des entreprises est à la fois massif et différencié. Les réseaux mobilisent leurs membres dans le monde entier et des engagements individuels sont pris (près de 2 000 sur Nazca, 25 % des plus grandes multinationales), d'importants engagements collectifs sont annoncés, et **l'adoption de nouvelles pratiques** est soutenue par des coalitions spécifiques. Ainsi, sur le prix interne du carbone (plusieurs centaines de sociétés), l'engagement de mener une politique climatique responsable, l'engagement de définir des stratégies RSE fondées sur la science et l'objectif 2 °C, l'augmentation des budgets R&D, le reporting transparent, le remplacement des polluants, etc.

À PARIS : DE NOUVELLES COALITIONS DANS DE NOUVEAUX DOMAINES D'ACTION

Depuis 2014, de nouveaux secteurs ont été couverts par l'Agenda des solutions, tels que les **bâtiments**, qui représentent 32 % de la consommation mondiale d'énergie finale, **l'eau et les océans**, qui constituent un sujet essentiel pour l'adaptation, **la recherche et le développement** sur de nouvelles technologies.

En outre, de nombreuses initiatives nouvelles sont apparues dans certains secteurs déjà couverts. Ainsi, dans les transports, qui représentent 23 % des émissions mondiales, de nouvelles initiatives ont été lancées pour améliorer la **planification des transports urbains** (*Mobilize Your City*) et accélérer le déploiement des **véhicules électriques**. Sur les villes et régions, des partenariats plus structurés et multi-acteurs (composés notamment de gouvernements nationaux) ont vu le jour pour traiter de la **résilience**, du **financement local** et de **l'intégration verticale** dans le cadre d'un effort commun (*5 year vision*). Sur la résilience, de nouvelles initiatives ont été élaborées pour améliorer les **systèmes d'alerte précoce dans les pays vulnérables et les petits États insulaires**, et améliorer l'accès à l'assurance pour les pays et populations les plus pauvres.

Les partenaires ont évalué de nombreuses initiatives, à partir de critères clairs tels que l'inclusivité, l'ambition et la précision des objectifs. Ils ne retiennent que les plus innovantes et inclusives, et les mieux à même de réduire sensiblement les émissions globales ou d'améliorer la résilience.

De nombreuses initiatives nouvelles apparaissent sur la résilience, l'alerte sur les risques climatiques, la gestion et la protection des forêts, ce qui indique une forte demande de coopération sur le sujet : la micro-assurance des petits exploitants agricoles (initiative R4, *Assurance des risques climatiques*) ; systèmes d'alerte qui sont renforcés sur les territoires vulnérables (CREWS) ; protection de la forêt via de nouvelles initiatives coopératives couvrant potentiellement plusieurs millions d'hectares (*Déclaration des zones protégées*). Pour accompagner cette dynamique, les Nations Unies ont lancé une initiative cadre appelée « *anticipate, absorb, reshape* » (A2R), visant à renforcer les liens entre les thèmes et les organisations sur des questions liées à la résilience.

L'approche participative proposée par le LPAA a suscité un élan de mobilisation inédit dans le domaine de l'eau et des océans. La gestion intégrée et collaborative de l'eau (lancement du *Paris Pledge*) et les engagements de mégapoles et de sociétés (lancement de la *Business Alliance for Water and Climate Change*), soutenues par des programmes de financement et l'implication de la société civile, devraient constituer une étape importante dans la prise en compte des impacts du changement climatique sur la gestion de l'eau. De surcroît, les esprits se sensibilisent de plus en plus aux liens entre les océans et le climat : les premiers partenariats internationaux sont en place et annonceront des actions sur les navires, les zones marines protégées et la gestion du littoral.

Un fort élan des pays en développement sur les énergies renouvelables. On observe un **profond attachement politique à l'énergie solaire avec le lancement de l'ISA (International Solar Alliance)**, une coalition de pays à fort ensoleillement fondée par l'Inde. Par ailleurs, une alliance pour l'énergie renouvelable en Afrique fédérera largement des pays du continent et leurs partenaires, soutenu par le G7 et le G20. Elle vise à placer l'Afrique sur la trajectoire d'une capacité de 300 GW d'énergies renouvelables en 2030.

Une reconnaissance mondiale du rôle des bâtiments, grâce au lancement d'une Alliance mondiale pour les bâtiments et la construction. Rapprochant parties prenantes et réseaux professionnels clés, celle-ci vise à lever un financement qui soit à la hauteur de l'enjeu, et à amener le secteur de la construction à implémenter la transition vers le bas carbone par l'intermédiaire de plans d'action pertinents. Ce secteur représente 30 % des émissions mondiales de CO₂ – bâtiments et matériaux - et est très largement tributaire des pratiques de construction locales.

Multipliation des initiatives « véhicules propres » dans le secteur des transports et renforcement de la planification. Au-delà des innovations et de leur rapide diffusion (*ZEV Alliance, Urban Electric Mobility*), un outil puissant est mobilisé : les marchés publics et privés pour des flottes moins polluantes (*Déclaration C40 pour des bus propres, Initiative mondiale sur les taxis ...*). Une initiative sur la planification durable des transports sera lancée pour les pays émergents et en développement (*Mobilize Your City*).

L'innovation est placée pour la première fois au cœur de l'action climatique internationale. Une observation désormais largement partagée et détaillée par le travail récent de l'IEA a donné lieu à la création d'une « mission d'innovation », qui regroupe les pays s'engageant à doubler l'investissement public dans la R&D de l'énergie propre d'ici à 2020 et à coopérer entre eux. Vingt milliardaires, venus de cinq continents, ont décidé d'accroître leurs investissements dans la démonstration de ces technologies.

Les priorités vont aux pratiques agricoles durables et résilientes. L'agriculture est l'un des secteurs les plus dangereusement touchés par le changement climatique, mais elle constitue également une source d'émissions de GES (environ 10 %, 24 % si l'on ajoute la déforestation et le changement d'utilisation des sols). L'Agenda des solutions s'articule sur d'importantes initiatives destinées à soutenir les agriculteurs dans leur passage à une agriculture durable résiliente (agroécologie confrontée au changement climatique en Afrique occidentale, adaptation des petits exploitants avec *Small Farms Big Impacts*, 4 % pour le piégeage du carbone dans les sols...), et pour lutter contre la surpêche (*Blue Growth Initiative*) et réduire les pertes et le gaspillage (*SaveFood* et *FoodSecure*).

UN OUTIL D'INVENTAIRE EXCEPTIONNEL : VERS LES 10 000 ENGAGEMENTS D'ACTEURS NON ÉTATIQUES SUR NAZCA

Les engagements individuels illustrent la prise de conscience de l'ensemble de la société. Les entreprises se sont engagées massivement à adopter de nouvelles pratiques telles que la fixation d'un prix sur le carbone, ou l'atteinte d'une déforestation zéro dans leur chaîne d'approvisionnement. Ces engagements ont été enregistrés sur la plate-forme NAZCA (*Non State Actor Zone for Climate Action*), qui compte plus de 10 000 engagements.

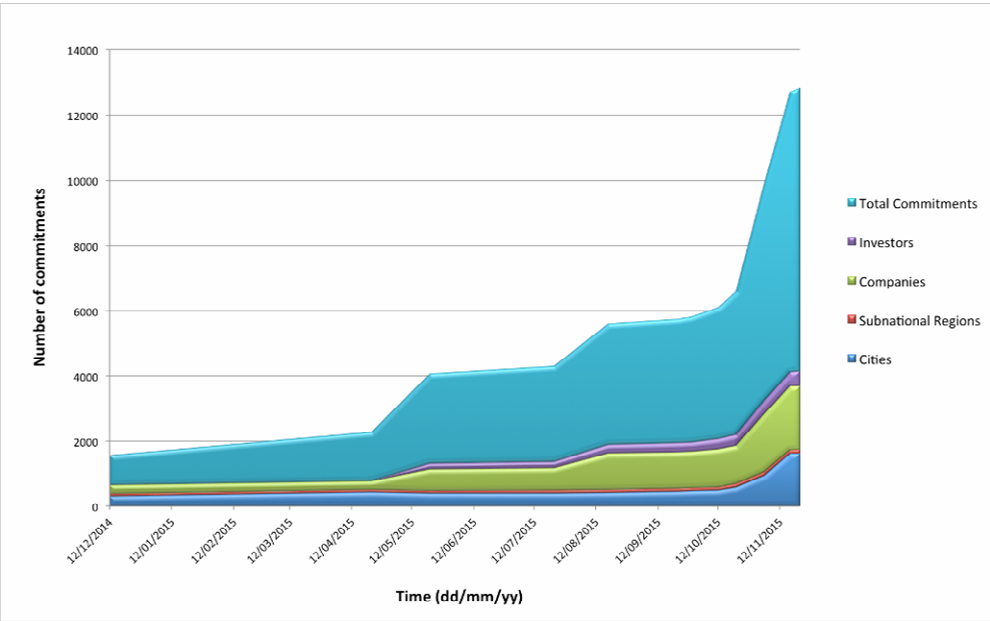
La plate-forme internationale d'enregistrement des engagements, dite « NAZCA », a été mise en place au cours de ces derniers mois. Lancée à Lima voici à peine un an, NAZCA est aujourd'hui reconnue par de nombreuses parties à la Convention et par les acteurs non étatiques eux-mêmes comme un outil clé de reconnaissance de leurs efforts et de surveillance des responsabilités. Entièrement ouverte et accessible à tous, NAZCA affiche 10.773 engagements individuels ou collectifs (au 26 novembre 2015), pris par des entreprises, des institutions financières, des fondations, etc.. Une analyse détaillée de ses résultats a été produite par une équipe universitaire, consultable ici : <http://tinyurl.com/yale-NAZCA>



Grâce à la mobilisation de 2 225 **villes et régions**, plus d'un milliard d'habitants, soit **15 % de la population mondiale**, sont engagés sur des objectifs concrets et quantifiés. Ces actions couvrent le monde entier : plus de 100 villes et régions du Japon, plus de 130 villes et États d'Amérique du Nord, des villes brésiliennes et des centaines de collectivités européennes. Exemples : le Québec et le Land industriel du Bade-Wurtemberg se sont engagés à réduire de 20 % leurs émissions d'ici à 2020 et de 80 % d'ici à 2050. Kyoto réduira ses émissions de 40 % d'ici à 2020, tandis que Rio de Janeiro a signé pas moins de 8 engagements quantifiés.

Parmi les **2 025 entreprises engagées**, 60 % le font individuellement et sur des objectifs concrets liés à leurs activités et à leur secteur opérationnel. La plate-forme montrent l'implication de leaders dans tous les secteurs économiques. Les 424 acteurs financiers enregistrés sur la plate-forme (dont 14 des plus grandes banques au niveau mondial) déclarent être prêts à investir plusieurs dizaines de milliards de dollars en faveur du climat avant 2020. Ils sont également résolus à décarboner leurs portefeuilles ou à investir dans les *Green Bonds* (obligations vertes). Enfin, plus de la moitié des plus grandes entreprises mondiales (CDP Global 500) ont déposé des engagements sur cette plateforme.

Engagement climat croissant des acteurs non étatiques sur l'année 2015



LE LPAA DE LA COP21, À PARIS

Pour présenter cette ambition à la COP21, le LPAA (Lima-Paris Action Agenda) propose une **série de manifestations de haut niveau**, mettant l'accent sur le monde de demain. **Entre le 1^{er} et le 8 décembre, 12 Focus thématiques** se dérouleront dans la zone des négociations officielles, s'attaquant à chacun des principaux domaines d'action du LPAA. Ces événements seront accompagnés d'une **conférence de presse tenue dans la Salle de conférence 1 du Centre médias**. Cette séquence culminera avec la Journée d'action du 5 décembre, qui répond à la décision de Lima, invitant les présidences entrantes de la COP à proposer une manifestation de haut niveau sur l'action climatique.

Mar 1 ^{er} Déc	Mer 2 Déc	Jeu 3 Déc	Ven 4 Déc	Sam 5 Déc	Dim 6 Déc	Lun 7 Déc	Mar 8 Déc						
9:15-10:00 CONF DE PRESSE FORÊTS	9:15-10:00 CONF DE PRESSE RESILIENCE	9:15-10:00 CONF DE PRESSE TRANSPORT	9:15-10:00 CONF DE PRESSE FINANCE	JOURNEE DE L'ACTION		9:15-10:00 CONF DE PRESSE ENERGIES RENOUVELABLES	9:15-10:00 CONF DE PRESSE VILLES & TERRITOIRES						
10:15-13:30 FORÊTS	10:15-13:30 RESILIENCE	10:15-13:30 TRANSPORT	10:15-13:30 FINANCE		10:15-13:30 ENERGIES RENOUVELABLES	10:15-13:30 VILLES & TERRITOIRES							
14:00-14:45 CONF DE PRESSE AGRICULTURE		14:00-14:45 CONF DE PRESSE BÂTIMENTS	14:00-14:45 CONF DE PRESSE PCT		12:45-13:45 CONF DE PRESSE ACCES A L'ENERGIE ET EFFICACITE	13:00-15:00 ENTREPRISES							
15:00-18:15 AGRICULTURE	15:00-18:15 RESILIENCE	15:00-18:15 BÂTIMENTS	15:00-18:15 POLLUANTS DE COURT TERME		14:00-18:15 ACCES A L'ENERGIE ET EFFICACITE	14:15-14:45 CONF DE PRESSE INNOVATION							
					15:00-18:15 INNOVATION								
<table border="1"> <tr><td>FARMERS' DAY</td></tr> <tr><td>NAMA DAY</td></tr> </table>		FARMERS' DAY	NAMA DAY	<table border="1"> <tr><td>YOUNG AND FUTURE GENERATIONS DAY</td></tr> </table>	YOUNG AND FUTURE GENERATIONS DAY	<table border="1"> <tr><td>BINGO DAY</td></tr> <tr><td>EDUCATION DAY</td></tr> </table>	BINGO DAY	EDUCATION DAY		<table border="1"> <tr><td>GENDER DAY</td></tr> <tr><td>AFRICA DAY</td></tr> </table>	GENDER DAY	AFRICA DAY	
FARMERS' DAY													
NAMA DAY													
YOUNG AND FUTURE GENERATIONS DAY													
BINGO DAY													
EDUCATION DAY													
GENDER DAY													
AFRICA DAY													

ET ENSUITE ?

Le LPAA (*Lima-Paris Action Agenda*) constitue une innovation. Dans l'histoire des négociations climatiques et de la lutte contre le changement climatique, les États Parties à la Convention des Nations Unies ont officiellement décidé pour la première fois à Lima, en décembre 2014, que l'action multiforme et puissante des acteurs non étatiques devait occuper une place centrale pendant la COP, au travers d'un événement de Haut niveau.

En un an, un important travail a été accompli pour offrir un cadre à ces partenariats d'un nouveau genre. Grâce au choix stratégique d'une coopération à plusieurs parties prenantes, et à la constitution de grandes coalitions, ces *initiatives coopératives* pèseront de façon décisive pour éclairer et soutenir les choix publics à l'avenir. L'Événement de Haut Niveau ou Journée de l'action se démultiplie en 12 événements Focus élaborés en partenariat. De même, la plate-forme en ligne *Nazca* offre désormais une vue d'ensemble des engagements les plus ambitieux. Dans la période cruciale du pré-2020, l'Agenda de solutions (collaboration public-privé, plus de 70 initiatives, près de 10 000 engagements ...) constitue un **atout pour la communauté internationale** des États et toutes les parties prenantes.

La décision des Parties prise à la COP21 de Paris pourrait soutenir la continuité de cet Agenda. La dynamique des Présidences française et marocaine sera également essentielle pour maintenir l'Agenda et pour proposer un cadre actualisé à son déploiement. Les acteurs non étatiques souhaitent un cadre durable et une reconnaissance de l'utilité de leur mobilisation massive sur la route de Paris.

« Le LPAA concerne l'action continue, non seulement parce qu'il a la capacité de montrer que le monde évolue et agit actuellement, mais aussi parce qu'il est en mesure de constituer la plate-forme qui permettra de convertir le monde à une économie bas carbone et résiliente par l'intermédiaire d'actions transformatives.

En fin de compte, il concerne le développement. Le LPAA a articulé ce que le monde a décidé en 2015 : l'Agenda de solutions d'Addis Abeba, l'Agenda 2030 pour le développement durable qui regroupe les Objectifs de développement durable et le nouvel accord sur le Climat devant faire l'objet d'une décision à Paris ; par nos actions, nous pouvons aborder les nouveaux objectifs mondiaux et travailler dans le cadre fixant le paradigme du futur. »

Manuel PULGAR-VIDAL

« La coopération entre les pays et d'autres acteurs doit être renforcée. Nous devons amplifier ce mouvement en permanence.

Cela relève de la responsabilité de la Présidence française de la COP21 pour 2016, comme de celle des présidences entrantes. Nous devons tous agir, individuellement et collectivement à long terme. La COP21 n'est pas une fin, c'est un début. »

Laurent FABIUS